

Service Prévention des Risques
Unité Contrôle Industriel et Minier
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/08/2024

Rapport de l'environnement

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS ZEPHIRE

Chemin Gaetan Gastaldo
Quartier de l'Escaillon
83200 Toulon

Références : SPR/994/2024
Code AIOT : 0006400196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 juillet 2024 dans l'usine de valorisation énergétique des ordures ménagères et déchets d'activités de soins à risques infectieux, implanté Quartier l'Escaillon, Chemin Gaëtan Gastaldo, 83200 Toulon.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ZEPHIRE
- Chemin Gaetan Gastaldo Quartier de l'Escaillon 83000 Toulon
- Code AIOT : 0006400196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Usine de Valorisation Energétique des ordures ménagères et Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Contexte de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect des réglementations relatives aux appareils à pression et aux produits chimiques relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Contrôle d'étanchéité d'un équipement contenant du fluide frigorigène	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet
2	Accessoires de sécurité des générateurs de vapeur	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet
3	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
4	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Sans objet
5	Dossiers des équipements partie exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
6	Dossiers des équipements partie fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
7	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
8	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Levée de mise en demeure
9	Identification des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
11	Réalisation d'une inspection périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
12	Réalisation d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24	Sans objet
13	Résultat d'une requalification périodique et non conformité avec ou sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
14	Tuyauteries soumises à requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14	Sans objet
15	Suivi mise en demeure du 18-04/2024	AP de Mise en Demeure du 18/04/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 8 juillet 2024 un constat relevant de la non-conformité a été établi. Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour la résorber dans un délai n'excédant pas deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...] V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
Constats : Équipement examiné : Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C. L'équipement est protégé par 2 soupapes : SARASIN n°03/21243 tarée à 51,79 bars et LESER n° PSV 23/040190 tarée à 45,29 bars.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessoires de sécurité des générateurs de vapeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 II. - Les générateurs de vapeur sont munis de tous dispositifs de régulation et accessoires de sécurité nécessaires à leur fonctionnement dans de bonnes conditions de sécurité. Selon leur mode d'exploitation, ils respectent les prescriptions de tout code ou cahier des charges reconnu par le ministre chargé de la sécurité industrielle ou de leur notice d'instructions si elle prévoit le mode d'exploitation choisi.
Constats : Équipement examiné : Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C. L'exploitant a établi une méthodologie des tests de sécurité de la chaudière 2 datée du 11 mars 2024. Les tests consistent à détecter, par de l'instrumentation sur des paramètres de la chaudière, les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• niveau très bas ballon à - 200 mm ;• niveau très hautballon à + 200 mm ;• détection TOR du niveau très bas ballon (Mobrey)• détection température haute en sortie parès temporisation :<ul style="list-style-type: none">◦ température sortie chaudière (5201TT15) : 400 °C pendant 15' ;◦ température sortie surchauffeur 1 (5201TT2310) : 315 °C pendant 60' ;◦ température sortie surchauffeur 2 (5201TT2320) : 371 °C pendant 60' ;◦ température sortie surchauffeur 3 (5201TT2330) : 400 °C pendant 60' ;• détection pression haute ballon à 49 bars. Avant l'arrêt par sécurité chaudière (température très haute) une réduction de cadence chaudière temporisée diminue la consigne de débit vapeur sur les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température sortie chaudière (5201TT15) : 395 °C pendant 10' ;• température sortie surchauffeur 1 (5201TT2310) : 345 °C pendant 15' ;• température sortie surchauffeur 2 (5201TT2320) : 363 °C pendant 15' ;• température sortie surchauffeur 3 (5201TT2330) : 395 °C pendant 10' ;• température d'eau alimentaire (5206TT2130) : 252 °C pendant 15'. Avant l'arrêt par sécurité chaudière (température très haute), une réduction de cadence chaudière temporisée diminue la consigne de débit vapeur sur les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température sortie chaudière (5201TT15) : 395 °C pendant 10' ;• température sortie surchauffeur 1 (5201TT2310) : 345 °C pendant 15' ;• température sortie surchauffeur 2 (5201TT2320) : 363 °C pendant 15' ;• température sortie surchauffeur 3 (5201TT2330) : 395 °C pendant 10' ;• température d'eau alimentaire (5206TT2130) : 252 °C pendant 15'.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 5 I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.
Constats : L'exploitant a établi une liste du personnel de maintenance sensibilisé à maintenir et entretenir les ESP et une liste du personnel d'exploitation formé à la conduite et l'exploitation des ESP. Ces listes sont datées du 19/02/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration et contrôle de mise en service
Prescription contrôlée : Article 8 La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.
Constats : Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50. La chaudière a fait l'objet d'une déclaration de mise en service attestée par le récépissé n° 2002-83-22 du 4 décembre 2002. La tuyauterie a fait l'objet d'une déclaration de mise en service n° 49180.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dossiers des équipements partie exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...] Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis. II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.
Constats : L'exploitant dispose des dossiers complets d'exploitation. Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossiers des équipements partie fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...] II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.
Constats : L'exploitant dispose des dossiers complets d'exploitation. Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 18 I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
Constats : Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50. La chaudière a fait l'objet d'une requalification périodique jugée satisfaisante le 24/01/2022. La tuyauterie a fait l'objet d'une requalification périodique jugée satisfaisante le 25/04/2016.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 15 I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage. III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]
Constats : Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50. La chaudière a fait l'objet d'une inspection périodique par un organisme habilité jugée satisfaisante le 17 avril 2024 (attestation APAVE n° 450742). La mise en demeure du 18 avril 2024 est levée. La tuyauterie a fait l'objet d'une inspection périodique le 16 avril 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Identification des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention.
Constats : L'exploitant dispose d'un tableau qui recense les tuyauteries soumises, avec les identifications et repérages suivants : <ul style="list-style-type: none">• N° APAVE,• Constructeur,• Année,• section concernée,• n° plan,• ISO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a établi deux listes : <ol style="list-style-type: none">1 une liste des tuyauteries soumises aux contrôles périodiques,2 une liste des équipements sous pression autres que les tuyauteries (récipients et générateurs de vapeur) soumis aux contrôles périodiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réalisation d'une inspection périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 17 I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50. La chaudière et la tuyauterie ont fait l'objet d'une inspection périodique par l'organisme habilité APAVE qui intervient en tant que personne compétente. Des comptes-rendus d'inspection périodiques ont été établis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Réalisation d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 23 Les opérations de requalification périodique sont effectuées sous la responsabilité d'un organisme habilité suivant les dispositions du I de l'article 34 du présent arrêté. L'organisme habilité peut reconnaître le personnel effectuant tout ou partie des opérations de contrôle dans des conditions fixées par décision du ministre chargé de la sécurité des équipements industriels. Les centres de regroupement dans lesquels sont effectués tout ou partie des opérations de la requalification périodique d'équipements sous pression fabriqués en série et qui disposent d'un système d'assurance de la qualité approprié peuvent effectuer lesdites opérations dans les conditions prévues par l'annexe 4 du présent arrêté. Hormis le cas des requalifications périodiques déléguées dans leur totalité aux centres de regroupement, l'organisme habilité est présent lors de l'épreuve. Lorsque le centre de regroupement effectue en totalité les opérations de requalifications, celui-ci appose la marque dite à " tête de cheval " et émet l'attestation de requalification périodique conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du présent arrêté par délégation de l'organisme habilité. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, le centre de regroupement en informe l'organisme habilité sans délai. Article 24 En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.
Constats : Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50. L'organisme habilité qui intervient sur le site exploité par Zéphire est l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Résultat d'une requalification périodique et non conformité avec ou sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi avec ou sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 25 I.- L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.- Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.- Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.- Il est interdit : - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50. Les attestations des dernières requalifications périodiques des équipements susmentionnés, jugées satisfaisantes, ont été transmises à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Tuyauteries soumises à requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection Tuyauteries
Prescription contrôlée : Article 14 [...] II. - Sont soumis aux requalifications périodiques les récipients et les générateurs de vapeur mentionnés à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement ainsi que les tuyauteries soumises à déclaration et contrôle de mise en service au titre de l'article 7.
Constats : Équipements examinés : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C ;• Tuyauterie - ligne vapeur MP n° 1-14/C6-33-001 de 2014 repère 300 MPS 0622 19 AC50. Ces équipements ont fait l'objet d'une requalification périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Suivi mise en demeure du 18-04/2024

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/04/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Produits et équipements à risques
Prescription contrôlée : La société ZEPHIRE, exploitant d'un générateur de vapeur implanté sur le territoire de la commune de TOULON, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé en réalisant l'inspection périodique de l'équipement sous pression dont les caractéristiques sont détaillées au présent article, avant le 30 avril 2024 . Équipement : générateur de vapeur CNIM n° 1376 de 1983.
Constats : La Chaudière tubes d'eau CNIM n° 1376 de 1983. PS 52 bars, volume 56630 litre et TS de 380 °C a fait l'objet d'une inspection périodique par un organisme habilité jugée satisfaisante le 17 avril 2024 (attestation APAVE n° 450742). La mise en demeure du 18 avril 2024 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 16 : Contrôle d'étanchéité d'un équipement contenant du fluide frigorigène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : L'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 comporte un tableau qui permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Équipement contrôlé : sècheur Worthington Creyssac DW210 (A17) de 2014 n° CAI803461 contenant 5,5 kg de fluide frigorigène fluoré (R404A). L'exploitant n'a présenté aucun justificatif du contrôle d'étanchéité de l'équipement contenant du fluide frigorigène fluoré (R404A) prévu par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016. La périodicité de ce contrôle est fixée à 12 mois ou à 24 mois si un détecteur de fuite est présent conformément à l'article 4 de l'arrêté précité. L'exploitant doit faire réaliser ce contrôle d'étanchéité par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R.543-99 du code de l'environnement dans un délai de 2 mois et transmettre ensuite le justificatif du contrôle à l'inspection de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier la réalisation du contrôle d'étanchéité du sècheur Worthington Creyssac par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R.543-99 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois